

# Enfance dangereuse... ou en danger?

Ces derniers mois, plusieurs écoles de Fontaine ont subi des dégradations et des vols, commis par des mineur.e.s. Cela a nui, les jours qui ont suivi, au bon fonctionnement des écoles, à l'accueil des élèves ainsi qu'aux conditions de travail des personnels. Pour autant, **nous refusons que ces évènements soient instrumentalisés pour alimenter les discours sécuritaires**. Nous nous inquiétons particulièrement de la demande de "solutions" répressives portée par la Mairie de Fontaine ou par des habitant.e.s.

L'école publique est saccagée, certes, mais c'est l'oeuvre d'années de politiques de restrictions budgétaires et de réformes conduisant toujours plus à la reproduction des inégalités et à l'exclusion en masse des élèves les plus fragiles. Plus largement, **nous assistons à des attaques en règle contre les droits des enfants**.

**Au niveau national**, on peut mentionner, à titre d'exemples:

- une **paupérisation** inédite des plus jeunes avec 1 enfant sur 5 qui vit en dessous du seuil de pauvreté, +120% d'enfants qui dorment à la rue chaque nuit par rapport à 2020 (2000 à 3000),
- une **privation d'école** pour plusieurs milliers d'enfants: vivant en habitats précaires, mineur.es isolé.es, des communautés pauvres d'outre-mer, en situation de handicap ou malades, emprisonné.e.s (en quartiers pour mineur.e.s, en EPM et aussi en zones d'attentes pour étranger.e.s où 300 enfants sont détenu.e.s chaque année),
- une inaction généralisée, faute de moyens, pour protéger les enfants: toutes les trois minutes un.e enfant est victime de **violence sexuelle**, 1,6 million d'enfants et d'adolescent.e.s souffrent de troubles psychiques dont la moitié seulement bénéficie de soins, 3000 mesures de protection ordonnées par des magistrat.e.s pour des enfants en danger ne sont pas exécutées.

Malgré ces urgences, **la protection de l'enfance voit ses moyens diminuer et il n'existe pas de ministère de l'enfance**. A la place, des menaces de suspension d'allocations familiales ou de sanctions financières pour les familles dont les enfants peuvent être impliqué.e.s dans des dégradations. Pourtant, ces familles souvent monoparentales vivent déjà de grandes difficultés économiques.

**A Fontaine**, l'**éducation prioritaire**, qui garantit des moyens supplémentaires aux écoles des quartiers où les difficultés économiques et sociales sont importantes, est au point mort pour les écoles rattachées au collège Jules Vallès (la "nouvelle" carte est attendue depuis ... 2019!). Il n'y a plus de médecin scolaire. Les **Réseaux d'Aides Spécialisés aux Elèves en Difficultés (RASSED)** sont incomplets. Le **Programme de Réussite Educative** voit son public bénéficiaire restreint. Les capacités des accueils de loisirs ont été fortement réduites. Des familles avec enfants scolarisé.e.s sur la commune sont à la rue et **la mairie s'apprête à faire expulser une famille** de son hébergement. ...

Aussi, les déclarations du maire suite aux dégradations dans les écoles nous semblent totalement démagogiques: *"La Ville de Fontaine réaffirme son engagement total pour préserver la tranquillité publique"*, *"La vigilance de tous est nécessaire"*, *"Et j'espère que ces jeunes seront très fermement sanctionnés"*, *"La responsabilité des parents sera systématiquement engagée pour toutes les incivilités causées par des mineurs"*. Ces "coups de mentons" simplistes et inefficaces témoignent d'une politique qui préfère "taper" sur les plus jeunes sous prétexte de "restaurer l'autorité". Nous aimerions plutôt savoir que la ville de Fontaine s'engage avec force pour **le respect du droit de tou.te.s les enfants à l'éducation, au logement, à la santé, aux loisirs, à la protection**. Nos organisations, associations et collectifs agiront en ce sens tant qu'il le faudra.

